



Mémoire et vérité

De l'année de la mémoire à celle de l'espoir.

Lettre n°18/12 du 15.12.2018

Les tweets du président américain

Les *tweets* du président Trump sont naturellement destinés en priorité à son opinion publique. Cependant, et sans entrer dans une quelconque polémique, ils nous offrent l'occasion de rappeler à nos amis américains quelques éléments de notre histoire commune qu'ils n'ont sans doute pas l'occasion d'apprendre à l'école ou par leurs médias.

De très nombreux jeunes Français, encadrés par leurs professeurs, sont allés se recueillir à Verdun pour honorer le sacrifice des 300 000 Poilus morts pour la France, mais aussi dans les cimetières américains de Colleville et de Saint-James, en Normandie, devant les 15 000 tombes de *GI's* tombés sur notre sol. Ils savent que, durant la Première Guerre mondiale, les États-Unis ne sont venus soutenir notre pays avec leurs troupes qu'à partir de juin 1917, que leurs soldats ont été instruits et équipés, notamment en chars et en artillerie, pour l'essentiel par la France et qu'ils n'ont pu être engagés au combat qu'en juillet 1918.

À son retour de la cérémonie du Centenaire du 11 novembre 1918, en France, monsieur Trump, a-t-il rappelé à ses compatriotes que les Français ont eu 1,4 million de soldats tués pour 38 millions d'habitants quand les États-Unis, dans un temps certes beaucoup plus court, n'en ont compté que 50 000 pour une population de 95 millions ? Leur a-t-il dit que le Sénat américain n'avait pas ratifié le traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919 bien qu'il fût pourtant très inspiré par les idées de leur président de l'époque, Woodrow Wilson ?

Les Américains se souviennent-ils que leur pays a exigé d'une France exsangue, qui avait dépensé durant la guerre 50 % de sa richesse nationale, le remboursement intégral et accéléré des dettes qu'elle avait contractées pour acheter les matières premières, notamment le charbon et l'acier, qu'elle ne produisait pas en quantité suffisante pour répondre aux besoins de la guerre ?

Aussi, quand la France estime que sa défense et celle du continent européen doivent être assurées par les nations européennes face à tous les pays y compris les États-Unis, elle ne fait que prendre en compte les réalités d'hier et celles d'aujourd'hui : espionnage continu et systématique des dirigeants politiques, des grandes entreprises européennes, embargo sur les matériels militaires américains en cas de non alignement sur leurs choix politiques comme ce fut le cas pour la maintenance des catapultes du porte-avions *Charles de Gaulle* lors de la deuxième guerre contre l'Irak.

La France, qui a une longue histoire, sait qu'elle doit compter d'abord sur elle-même et que les intérêts des États-Unis peuvent malheureusement être divergents des siens (« *Make America Great Again* »).

Les discours des dirigeants français

- **Monsieur Emmanuel Macron sur le porte-avions *Charles de Gaulle* à Toulon**

Les Français accepteront de se battre pour leurs alliés européens face à un ennemi commun car ils partagent une même terre, une même Histoire et une même culture et ils font face ensemble aujourd'hui à la menace islamiste.

Mais pensez-vous qu'ils accepteront de voir mourir leur fils, frère ou mari pour défendre la Turquie de monsieur Erdogan s'il entre en conflit avec la Russie ? Non seulement l'Europe s'arrête au Bosphore et Ankara est en Asie comme 90% de la Turquie mais, surtout, les nations européennes ne partagent guère de valeurs avec un pays au régime dictatorial et islamiste. D'ailleurs, l'appartenance à l'Alliance atlantique n'implique aucune obligation d'engager des forces armées au profit de l'un de ses membres.

- **Monsieur Édouard Philippe à Hanoï**

Oui, nous vous sommes reconnaissants d'avoir honoré nos soldats à Diên Biên Phu et par là même tous les Français, civils et militaires, qui ont fait rayonner la France en Indochine pendant des décennies.

En revanche pourquoi rendre hommage à Hô Chi Minh, dictateur rouge, membre du *Komintern* qui contribua à asservir le peuple vietnamien en lui faisant miroiter la liberté derrière le mot indépendance puis à l'enfermer dans un pays prison où régnaient délation, camps de travail et de rééducation et dont les rares prisonniers qui en réchappaient, n'étaient plus que l'ombre d'eux-mêmes ?

Si ce ne fut pas à proprement parler un acte de repentance, vos propos furent perçus comme une insulte par les milliers d'anciens prisonniers français et étrangers et les millions de Vietnamiens torturés au nom d'une idéologie mortifère, le communisme, qui a fait plus de 50 millions de morts à travers le monde.

Vœux de l'ASAF pour 2019

Pour cette année 2019 qui s'annonce, l'ASAF demande au nom de l'immense majorité des Français qui voient leur pays se fragiliser, parfois se fragmenter et douter de lui-même, de cesser toute forme de culpabilisation, de repentance au regard de notre passé, d'assumer toute son Histoire sans reniement ni omission et de retrouver la fierté en mettant en avant ses héros plutôt que des victimes.

Vis-à-vis de l'Algérie notamment, elle propose d'une façon très symbolique que nos deux pays restaurent ensemble le superbe monument aux Morts d'Alger, hommage aux Algériens de souches européenne et nord-africaine qui ont versé ensemble leur sang pendant les deux guerres mondiales ; il est en effet enfermé depuis 1962 dans un bloc de béton...

Elle demande que soit tenu l'engagement de remise à niveau de notre armée puis entamée une véritable remontée en puissance, faute de quoi la France ne pourra plus garantir son indépendance et protéger sa population ainsi que ses intérêts stratégiques. Les engagements financiers des responsables politiques devront être tenus intégralement ! L'ASAF incitera les Français à faire preuve d'une grande vigilance pour éviter qu'une fois de plus les promesses ne soient pas tenues. Le maintien de la confiance et de la loyauté des soldats est à ce prix.

La RÉDACTION de l'ASAF
www.asafrance.fr

18, rue Vézelay 75008 Paris
Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : secretariat@asafrance.fr
Site : <http://www.asafrance.fr>

Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot